

## Centres sociaux fragilisés, des annonces encourageantes, une vigilance à maintenir

**Le 7 mars dernier, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France a réuni au Conseil économique, social et environnemental, les coresponsables de la cohésion sociale autour de la situation de fragilité des centres sociaux.**

**L'objectif de cette rencontre**, fruit d'une mobilisation de l'ensemble du réseau des centres sociaux depuis plusieurs mois : **apporter des réponses à court et moyen terme pour que les centres sociaux, bien commun de la société, puissent continuer à animer le lien social, à faire vivre les solidarités et à concourir à une société plus juste.**

### Cohésion des territoires et Départements, les grands absents

La FCSF se félicite de la présence de la Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la Direction Générale de la Cohésion Sociale, les associations nationales d'élus (Association des Maires de France, Intercommunalités de France, l'Association des Maires Ruraux de France, l'association Ville et Banlieue), les organismes sociaux (Caisse nationale des allocations familiales, la Caisse nationale d'assurance retraite, la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole), les MJC de France (concernés pour une part importante de leur réseau et en soutien de la démarche).

Manquaient à cette invitation Départements de France, et le Ministère de la Cohésion des Territoires, ce que la FCSF a déploré **alors que les centres sociaux sont ancrés et agissent au cœur de tous les territoires, urbains comme ruraux, et que la plus-value de la coopération entre centres sociaux et départements est visible, là où elle existe.** La FCSF compte revenir dès les prochains jours vers ces acteurs.

### La FCSF se félicite de premiers signaux encourageants

- Une reconnaissance par l'ensemble des acteurs du rôle des centres sociaux dans la société, mais aussi de leur coresponsabilité à apporter des réponses à la situation des centres sociaux
- Un accord de tous les partenaires sur les inquiétudes formulées et objectivées par la FCSF quant à la situation de fragilisation des centres sociaux
- Un engagement de la Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités à un accompagnement financier exceptionnel dans les semaines à venir pour apporter des réponses conjoncturelles et structurelles
- Un engagement renforcé de la part des différents organismes sociaux : CNAF, CNAV et CCMSA et des engagements à valider dans les prochaines semaines
- Un accord des associations nationales d'élus pour relayer au sein de leurs réseaux respectifs l'attention à avoir quant à la situation des structures dans les semaines qui viennent

- Un engagement partagé à ouvrir un chantier autour du modèle socioéconomique des centres sociaux, qui articule dimension économique, richesses humaines, qualité de la coopération entre les acteurs et simplification administrative

**Si ces premières annonces sont autant de signaux positifs, face à l'urgence et la grande fragilité de nombreuses structures, la FCSF va rester attentive et mobilisée** avec son réseau dans les semaines à venir pour que ces annonces, soumises en partie à plusieurs arbitrages et votes, soient rapidement traduites en actes à la hauteur des enjeux pour les centres sociaux comme pour la société.

**La FCSF est également pleinement solidaire** et impliquée dans le cadre des mobilisations plus larges autour des métiers du social comme du champ de l'éducation populaire.

## **Retour sur le 31 janvier, une mobilisation qui a sonné l'alerte**

Une journée nationale de mobilisation le 31 janvier dernier a donné lieu à **une 50aine d'actions partout en France et à plus de 12 000 personnes mobilisées.**

Fermeture de structures au public, actions médiatiques, devant des lieux institutionnels ou sur des places publiques, rencontres partenariales en centre social, débat avec les habitants : cette journée de mobilisation a voulu tout à la fois sensibiliser, interpeller, proposer mais aussi alerter sur le manque de réponses à ce jour à la hauteur des enjeux et des besoins. Des élus locaux et des Parlementaires de tous bords se sont ainsi associés à cette dynamique.